



**GHT Centre Franche-Comté**

**Etablissement support**



**CHU de Besançon**

**Direction du Patrimoine des  
Investissements Médicaux et de la  
Sécurité**

3 Boulevard Fleming  
25030 BESANÇON Cedex

**Etablissement partie**



**Centre Hospitalier Sainte Croix**

Avenue Kennedy  
25110 Baume-les-Dames

## **MARCHE PUBLIC**

**Etude géotechnique de type G1-PGC,  
G2-AVP, G2-PRO et de suivi  
géotechnique G4**

**Pour la déconstruction, restructuration  
et extension du Centre Hospitalier de  
Baume les Dames**

***CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)***

### **PROCEDURE ADAPTEE**

La procédure est passée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018- 1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Procédure adaptée: Article L 2123-1 de l'ordonnance et des articles R 2123-1, R 2123-4 et R 2123-5 du Décret suscité.

# SOMMAIRE

|            |   |           |
|------------|---|-----------|
| <b>1.</b>  | <b>OBJET DU MARCHÉ</b>                                  | <b>3</b>  |
| <b>2.</b>  | <b>PRESENTATION DE L'OPERATION</b>                      | <b>3</b>  |
| 2.1.       | LOCALISATION DU PROJET :                                | 3         |
| <b>3.</b>  | <b>PIECES CONTRACTUELLES</b>                            | <b>4</b>  |
| <b>4.</b>  | <b>PIECES GENERALES</b>                                 | <b>4</b>  |
| <b>5.</b>  | <b>MARCHES SIMILAIRES</b>                               | <b>5</b>  |
| <b>6.</b>  | <b>CONTRAINTES ET EXIGENCES DU MAITRE D'OUVRAGE</b>     | <b>5</b>  |
| <b>7.</b>  | <b>DEFINITION DES PRESTATIONS</b>                       | <b>5</b>  |
| 7.1.       | LES OBJECTIFS   | 5         |
| 7.2.       | LES MISSIONS  | 5         |
| 7.2.1. -   | G1-PGC :  | 6         |
| 7.2.2. -   | G2-AVP et G2-PRO :                                      | 6         |
| 7.2.3. -   | G4 :  | 7         |
| 7.2.4. -   | Sondages :  | 7         |
| 7.3.       | DOCUMENTS A FOURNIR                                     | 7         |
| <b>8.</b>  | <b>DELAIS ET MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION</b> | <b>7</b>  |
| 8.1.       | TRANCHES FERMES   | 7         |
| 8.2.       | TRANCHE OPTIONNELLE                                     | 8         |
| <b>9.</b>  | <b>FORME DU PRIX</b>                                    | <b>8</b>  |
| <b>10.</b> | <b>UTILISATION DES RESULTATS</b>                        | <b>8</b>  |
| 10.1.      | DROITS DU MAITRE D'OUVRAGE                              | 8         |
| 10.2.      | DROITS DU TITULAIRE                                     | 8         |
| <b>11.</b> | <b>RESILIATION</b>                                      | <b>8</b>  |
| 11.1.      | RESILIATION DU FAIT DU MAITRE D'OUVRAGE                 | 8         |
| 11.2.      | RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE                      | 9         |
| 11.3.      | AUTRES CAS DE RESILIATION                               | 9         |
| 11.3.1. -  | Décès ou incapacité civile                              | 9         |
| 11.3.2. -  | Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire       | 9         |
| 11.3.3. -  | Impossibilité physique                                  | 9         |
| 11.3.4. -  | Application de la clause d'arrêt d'exécution            | 10        |
| 11.3.5. -  | Difficultés techniques                                  | 10        |
| 11.3.6. -  | Force majeure   | 10        |
| <b>12.</b> | <b>PENALITES DE RETARD</b>                              | <b>10</b> |
| <b>13.</b> | <b>TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE</b>              | <b>10</b> |
| <b>14.</b> | <b>DEROGATIONS</b>                                      | <b>10</b> |

## 1. Objet du marché

Le présent document a pour objet de préciser et de formaliser le contenu des éléments de mission dus par le prestataire assurant la réalisation d'une étude géotechnique dans le cadre du projet de déconstruction, restructuration et extension du Centre Hospitalier de Baume les Dames.

## 2. Présentation de l'opération

Les objectifs de cette opération sont :

- **Améliorer la qualité et le confort d'hébergement** (acoustique, thermique, fonctionnalité des services, dédoublement des chambres EHPAD et USLD, présence de douche dans les chambres) ;
- **Créer une unité d'accueil spécifique Alzheimer de 14 lits et d'un PASA** en remplacement de l'unité UVP ;
- **Améliorer la qualité de travail du personnel soignant** (installation rail lève malade, reconfiguration des salles de soins...) ;
- **Réorganiser les fonctions logistiques** (pharmacie...) ;
- **Valoriser les consultations externes** (labelisé hôpital de proximité) ;
- **Mise aux normes** (sécurité incendie, accessibilité handicapée, équipements techniques).

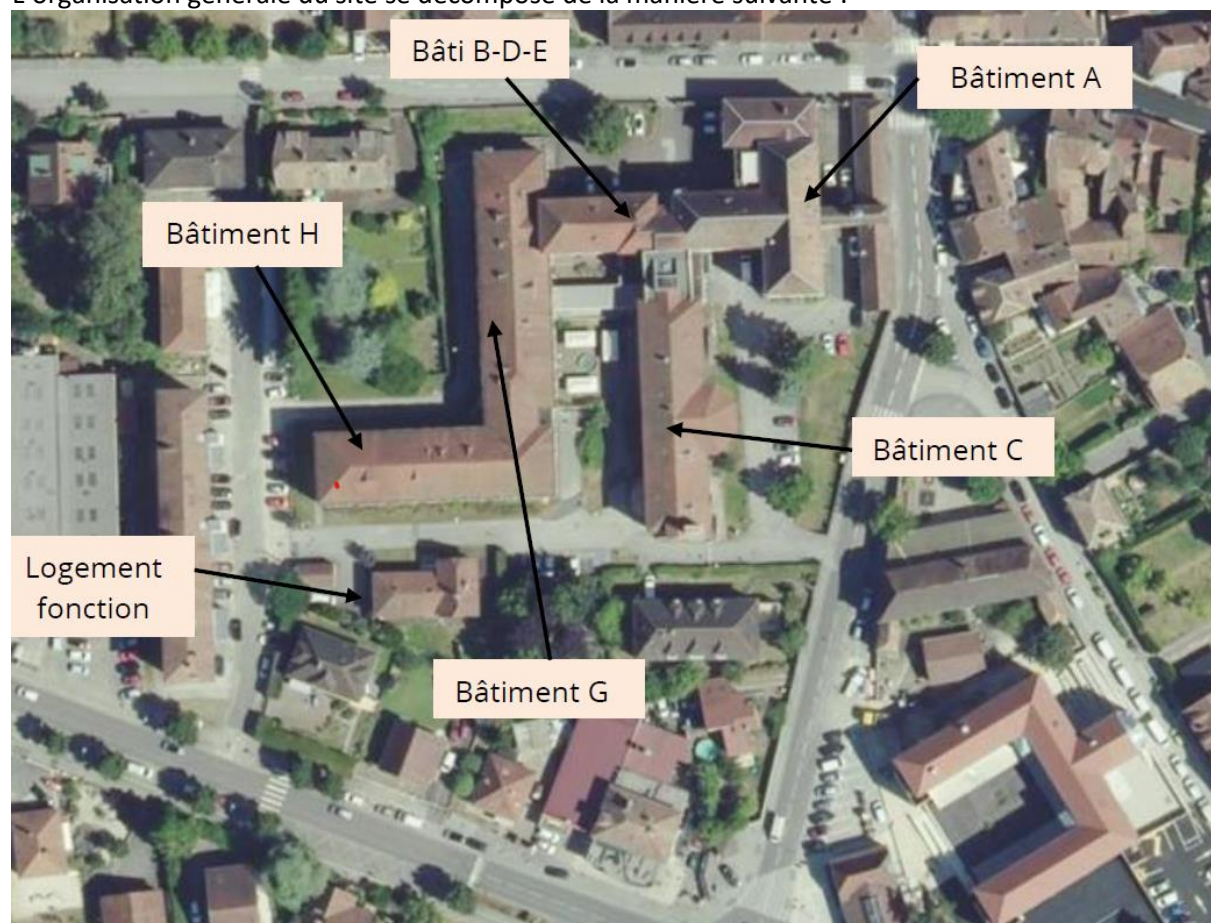
### 2.1. Localisation du projet :

L'emprise foncière (tracé en bleu) destinée à recevoir la nouvelle construction est représentée sur le plan ci-après.



Le périmètre destiné à l'implantation d'un nouveau bâtiment se situe sur une partie de la parcelle cadastrale 530 (cadrillage en vert). La parcelle cadastrale 540 accueillera un nouveau parking.

L'organisation générale du site se décompose de la manière suivante :



### 3. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

- L'Acte d'engagement ;
- Le Cahier des charges particulières ;
- L'Offre financière et technique du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### 4. Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) annexé à l'arrêté du 30 mars 2021.

## 5. Marchés similaires

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve le droit de conclure un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour les prestations similaires à ceux du présent contrat.

## 6. Contraintes et exigences du maître d'ouvrage

Le prestataire sera tenu responsable des dommages qui résulteraient de son intervention. Il appartiendra au soumissionnaire de mener les investigations nécessaires pour éviter toute détérioration des réseaux enterrés existants. Une déclaration de projet de travaux a été effectuée par l'AMO pour ce terrain en date du 24/09/2025 sur le site du guichet unique INERIS ; le n° de consultation est **2025092401584TSH**.

## 7. Définition des prestations

### 7.1. Les objectifs

Le prestataire doit en tant que spécialiste, apporter sa caution technique en préconisant et en soumettant à l'accord du maître d'Ouvrage, d'éventuelles investigations complémentaires qu'il jugera nécessaires.

L'objectif de cette étude est de :

- Déterminer le niveau d'assise et les caractéristiques des fondations des bâtiments ;
- Caractériser le sol selon le DTU 13.3 ;
- Analyser le risque de liquéfaction ;
- Réaliser des essais de perméabilité ;
- De déterminer la faisabilité des travaux projetés au regard des conditions géotechniques ;
- D'identifier les contraintes géotechniques susceptibles d'avoir une incidence sur la construction, la pérennité et les conditions d'exécution des ouvrages projetés ;
- De fournir au concepteur, les paramètres techniques nécessaires à la conception du projet et à la réalisation des travaux, dans des conditions techniques ou économiques optimales (reprise ou non des matériaux extraits, caractéristiques mécaniques des sols, types et niveaux des fondations, tassements différentiels et absolus, niveau de la nappe, agressivité des sols).

Outre la nature des sols en place, le rapport géotechnique contiendra également les informations suivantes :

- Reconnaissance de la présence d'eau avec indication des niveaux d'étiage,
- Protection éventuelle des niveaux enterrés vis-à-vis des eaux souterraines et de ruissellement et valeur de perméabilité des sols ;
- Possibilité et contraintes de terrassements et excavations (débit d'épuisement des fouilles, principe de soutènement...) ;
- Principe de conception des ouvrages d'accès au site (voiries, murs de soutènement, filets de protection, ...).

### 7.2. Les missions

Le présent marché concerne la réalisation selon la norme NF P 94-500, version en vigueur à la date de remise de l'offre d'une étude géotechnique de type G1-PGC, G2-AVP et G2-PRO, et de

suivi géotechnique G4 qui devra définir au moyen de sondages et d'essais appropriés, les caractéristiques géologiques, mécaniques et hydrauliques du terrain devant supporter la construction, afin de produire un rapport comprenant au minimum :

#### **7.2.1. - G1-PGC :**

- Le nivellement des points de sondages rattaché au système altimétrique NGF.
- Le repérage en plan des points de sondages.
- Les horizons géologiques rencontrés sur une profondeur minimale de 10 m sous forme de coupes lithologiques.
- Les caractéristiques mécaniques des couches traversées, en particulier les modules Es pour le dimensionnement du dallage.
- Les niveaux des eaux (pendant les sondages, crues et niveaux conventionnels des eaux pour le dimensionnement des ouvrages enterrés) ainsi que les précautions éventuelles à prendre contre la venue des eaux et vis-à-vis du risque d'inondabilité du site.
- Les niveaux du PPRI ou PERI le cas échéant.
- Les propositions de systèmes de fondations adaptées aux ouvrages et caractéristiques du terrain.
- Essais d'infiltration pour puits perdus (essais Lefranc) ou tranchée drainante.
- Une ou des propositions pour la construction des structures et des voiries (lourdes et légères).

#### **7.2.2. - Tranches optionnelles n°1 et 2 - G2-AVP et G2-PRO :**

- La définition du contexte géotechnique et les niveaux d'eau du site ;
- L'identification des sols rencontrés (teneur en eau, granulométrie, limites d'Atterberg, valeur au bleu) et définir leurs caractéristiques mécaniques (module d'élasticité, pressions limites, résistance de pointe, angle de frottement, cohésion à court et long termes, coefficient de poussée et butée). L'identification des matériaux se fera conformément au GTR. Les analyses seront réalisées en fonction des sols rencontrés, de leur nécessité et pertinence par rapport aux ouvrages projetés ;
- La localisation des aléas géotechniques et les passages difficiles ("points durs") tels que les bancs rocheux nécessitant l'extraction au BRH, les terrains compressibles, les zones instables, les formations solubles, affouillantes, gonflantes et zones d'arrivée d'eau ou nappe ;
- Les conditions de terrassement et les moyens de mise en œuvre (type de blindage pour les tranchées, déroctage, pompage) ;
- Les conditions de réutilisation des matériaux en remblai notamment pour obtenir une qualité de compactage supérieure ou égale à 90 % OPN avec définition des conditions de compactage.
- Dans le cas où la réutilisation des sols n'est pas possible, la qualité des matériaux de substitution, ou les conditions de réutilisation en traitement à la chaux ou au liant hydraulique.
- La corrosivité des sols vis-à-vis des canalisations en fonte et les protections spécifiques à utiliser s'il y a lieu ;
- L'analyse des modes de fondation du projet (type de fondation, contrainte de calcul, estimation des tassements, assise du dallage, assise des voiries) ;
- Les recommandations particulières de conception et d'exécution liées à la géotechnique du site ;
- Les éventuels aléas ou anomalies qui subsistent à l'issue de l'étude.



Le rapport précisera également les caractéristiques des structures de voiries et de chaussées :

- Structure de chaussée envisagée (pas de dimensionnement au gel pour la voirie) ;
- Conditions de mise en œuvre ;
- Les modalités d'exécution des travaux : technique de terrassement, blindage, présence d'eau (type de nappe, mode d'épuisement) ;
- Les tronçons nécessitant l'emploi du BRH avec indication de la profondeur de la roche compacte, - les conditions de réemploi des sols extraits ;
- L'influence des conditions climatiques sur la mise en œuvre des matériaux d'apports préconisés ou sur les conditions des sols extraits ;
- La capacité d'infiltration du site.

#### **7.2.3. - Tranche optionnelle n°3 - G4 :**

En fonction des hypothèses et recommandations établies lors des études G2-AVP et G2-PRO, une supervision géotechnique d'exécution de **type G4** pourra être demandée. Elle aura pour objectif de vérifier la conformité et la pertinence des études et de l'exécution géotechnique menées par l'entreprise. Elle consistera à examiner les choix d'exécution proposés, à s'assurer qu'ils respecteront les hypothèses de conception, et à superviser leur mise en œuvre sur le chantier. Cette mission permettra également d'anticiper et de valider les adaptations nécessaires en cas d'aléas géologiques ou de conditions de sol différentes de celles prévues, garantissant ainsi la sécurité, la qualité et la durabilité des ouvrages.

#### **7.2.4. - Sondages :**

Nature et nombre des essais :

La nature et le nombre des essais à mettre en œuvre pour arriver à une conclusion claire quant au système de fondation à employer sont laissés à l'entière initiative du soumissionnaire. Il fera intervenir sa connaissance du sous-sol de la région et proposera le type d'essais qui lui semble plus favorable à l'obtention d'un rapport prix/résultat le plus intéressant.

Le candidat doit faire apparaître de manière très précise le détail et quantité des prestations qu'il envisage de réaliser dans la décomposition du prix global et forfaitaire qu'il propose en veillant à séparer les tranches ferme et optionnelle.

### **7.3. Documents à fournir**

- ✓ Rapport d'étude géotechnique en 1 exemplaire papier et 1 fichier au format PDF sur support informatique ;
- ✓ Attestation d'assurance en responsabilité civile et décennale.

## **8. Délais et modalités d'exécution de la prestation**

### **8.1. Tranche ferme**

A compter de la notification du marché, le rapport du géotechnicien devra être remis au Maître d'ouvrage **dans un délai qui sera proposé par le candidat** (article 5 de l'Acte d'Engagement) en ce qui concerne la Tranche ferme (Mission G1-PGC).

## **8.2. Tranches optionnelles**

Les Tranches optionnelles pourront être affermies par le Maître d'ouvrage en fonction des résultats obtenus sur la tranche ferme. Cet affermissement sera formalisé par un ordre de service notifié au titulaire. À compter de cette notification, le titulaire sera tenu d'exécuter les prestations correspondantes, dans les conditions prévues au marché. Cette obligation d'exécution s'impose en application de l'article L2194-1 du Code de la commande publique.

Aucune indemnité n'est prévue pour le titulaire en cas de non-affermissment de la tranche optionnelle par le maître d'ouvrage.

## **9. Forme du prix**

Le prix proposé par le soumissionnaire sera ferme, non révisable et non actualisable.

## **10. Utilisation des résultats**

### **10.1. Droits du maître d'ouvrage**

Le maître d'ouvrage peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations. Le maître d'ouvrage a le droit de reproduire des éléments conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats.

Le maître d'ouvrage peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers, rapports, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.

Si le maître d'ouvrage venait à publier les résultats des prestations, cette publication devrait mentionner le titulaire.

### **10.2. Droits du titulaire**

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage.

## **11. Résiliation**

### **11.1. Résiliation du fait du maître d'ouvrage**

Lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché en tout ou partie, sans qu'il n'y ait faute du titulaire et en-dehors des cas prévus au paragraphe "autres cas de résiliation", il est tenu de justifier sa décision. Il délivre une pièce écrite attestant que la résiliation du marché n'est pas motivée par une faute du titulaire, si ce dernier la demande.

Le titulaire est indemnisé comme suit : au prorata de l'avancement de la mission à la date de réception par le titulaire de la pièce attestant la résiliation, rapporté à la durée totale de la mission telle que prévue dans le marché.



## **11.2. Résiliation aux torts du titulaire**

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire après mise en demeure restée sans effet lorsque :

- le titulaire a pris du retard dans l'exécution du marché et la restitution des documents compromettant gravement l'utilisation des résultats par le maître d'ouvrage,
- le titulaire n'a pas communiqué immédiatement au maître d'ouvrage les modifications survenant éventuellement en cours d'exécution du marché se rapportant à la forme juridique, à la raison sociale, à la dénomination ou au siège social,
- le titulaire ne respecte pas les obligations relatives à la discrétion, à la sécurité et au secret qui lui incombent,
- le titulaire ne respecte pas les obligations de la législation ou de la réglementation du travail.

La mise en demeure est notifiée au titulaire par écrit et assortie d'un délai de 10 jours à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer le cas de force majeure,
- le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux.

La décision de résiliation précise que cette dernière est prononcée aux torts exclusifs du titulaire.

Le décompte de liquidation se fait comme l'indemnisation visée au sous-paragraphe "résiliation du fait du maître d'ouvrage".

## **11.3. Autres cas de résiliation**

### **11.3.1. - Décès ou incapacité civile**

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le maître d'ouvrage accepte la continuation du marché par les ayants-droits, le tuteur ou le curateur.

La résiliation, ainsi prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.

### **11.3.2. - Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire**

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par la loi n° 85.98 du 25 janvier 1985 modifiée.

### **11.3.3. - Impossibilité physique**

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché en cas d'impossibilité physique durable et manifeste pour le titulaire de remplir ses obligations.

**11.3.4. - Application de la clause d'arrêt d'exécution**

Lorsque le maître d'ouvrage fait application de la clause d'arrêt d'exécution des prestations, sa décision emporte résiliation du marché.

**11.3.5. - Difficultés techniques**

Si le titulaire rencontre au cours du marché des difficultés techniques imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage.

**11.3.6. - Force majeure**

Lorsque le titulaire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter son marché par cas de force majeure, il peut en demander la résiliation.

Le décompte de liquidation se fait comme l'indemnisation visée au paragraphe "résiliation du fait du maître d'ouvrage".

**12. Pénalités de retard**

En cas de retard dans la fourniture par le prestataire au maître d'ouvrage d'un document devant être délivré en application du présent marché, le prestataire se verra appliquer des pénalités de retard d'un montant de 200 € par jour calendaire de retard et par document sans mise en demeure préalable.

**13. Tribunal compétent en cas de litige**

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le maître d'ouvrage, c'est-à-dire, le Tribunal Administratif de STRASBOURG.

**14. Dérogations**

L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

Lu et accepté, le .....

Le prestataire :